Lâ€™UIE fÃªte ses 100 ans et alerte

L'Union des industries et entreprises de l'eau (UIE) cÃ©lÃ¨bre son centenaire dans un contexte plus que difficile pour les infrastructures de l'eau qui ne sont plus financÃ©es Ã la hauteur des enjeux territoriaux. Comment imaginer l'avenir pour notre patrimoine de l'eau, dÃ©sormais confrontÃ© Ã un double dÃ©fi : celui de son vieillissement et celui du changement climatique ? L'UIE fait des propositions concrÃ¨tes et souhaite rÃ©unir tous les acteurs publics et privÃ©s lors d'Ã‰tats gÃ©nÃ©raux de l'eau. H2o octobre 2024.Â

L'UIE FÃŠTE SES 100 ANS ET ALERTE

Nos infrastructures sont au bord du burn-out et notre modÃ¨le de financement Ã bout de souffle

L'Union des industries et entreprises de l'eau (UIE) cÃ©lÃ¨bre son centenaire dans un contexte plus que difficile pour les infrastructures de l'eau qui ne sont plus financÃ©es Ã la hauteur des enjeux territoriaux. Comment imaginer l'avenir pour notre patrimoine de l'eau, dÃ©sormais confrontÃ© Ã un double dÃ©fi : celui de son vieillissement et celui du changement climatique ? L'UIE fait des propositions concrÃ¨tes et souhaite rÃ©unir tous les acteurs publics et privÃ©s lors d'Ã‰tats gÃ©nÃ©raux de l'eau.

Union des industries et entreprises de l'eauÂ - UIE

H2o - octobreÂ 2024

Â

L'UIE a fÃªtÃ© ses 100 ans, jeudi 17 octobre 2024, entourÃ©e de ses adhÃ©rents, partenaires, de reprÃ©sentants politiques et experts, avec un invitÃ© d'honneur : le palÃ©oclimatologue Jean Jouzel. L'Ã©vÃ¨nement a Ã©tÃ© l'occasion pour le nouveau prÃ©sident Christophe Dingreville, en place depuis janvier 2024, d'appeler Ã une mobilisation gÃ©nÃ©rale pour rÃ©nover et adapter le patrimoine de l'eau et pÃ©renniser l'accÃ¨s Ã la ressource, en quantitÃ© et en qualitÃ©, dans tous les territoires.Â

Des infrastructures au bord du burn-out et un modÃ¨le de financement Ã bout de souffle

Fruit de 100 ans de construction, le patrimoine de l'eau vieillit et les budgets pour le rÃ©nover et le fortifier face au dÃ©rÃ¨glement climatique ne sont pas suffisants. En 2022, l'UIE a publiÃ© une Ã©tude, rÃ©digÃ©e par l'Ã©conomiste indÃ©pendante Maria Salvetti, pointant 4,6 milliards de dÃ©ficit annuel d'investissement concernant l'eau potable (1,8 Md), l'assainissement (1,4 Md), le pluvial (1 Md), auxquels il faut ajouter le traitement des micropolluants (398 millions d'euros). Or, le Plan eau lancÃ© quelques mois plus tard prÃ©voit au plus 475 millions de moyens supplÃ©mentaires pour concrÃ©tiser les 53 mesures qu'il prÃ©conise. Ces moyens supplÃ©mentaires sont, de plus, remis en cause dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025 (report de l'augmentation du plafond mordant, projet du gouvernement de ponctionner Ã hauteur de 130 millions d'euros la trÃ©sorerie des agences de l'eau).

"L'investissement n'est clairement pas Ã la hauteur des enjeux. En regard de la situation franÃ§aise, l'Espagne consacre 12 milliards d'euros jusqu'en 2027 pour son patrimoine de l'eau, afin notamment de rÃ©pondre aux sÃ©cheresses. En France, nous attendons le mÃªme effort financier pour disposer d'infrastructures de l'eau adaptÃ©es aux XXIe siÃ¨cle", prÃ©cise Christophe Dingreville.

Les "points noirs" de la gestion de l'eau en 2024

Carte - IntercommunalitÃ©s de France

Des Ã‰tats gÃ©nÃ©raux pour rÃ©former la gestion de l'eau

Avec un Plan eau sous-dimensionnÃ©, l'UIE estime que les investissements d'avenir ne sont pas Ã la hauteur, et constate par ailleurs que la facture d'eau ne permet plus de financer la rÃ©novation des infrastructures actuelles. Cette situation intenable pousse l'UIE Ã rÃ©clamer des "Ã‰tats gÃ©nÃ©raux de l'eau" afin de rassembler toutes les parties prenantes : collectivitÃ©s, agences de l'eau, acteurs publics et privÃ©s, associations...

Ces Ã‰tats gÃ©nÃ©raux permettront de rÃ©flÃ©chir collectivement Ã la meilleure faÃ§on de gÃ©rer l'eau et de pÃ©renniser s accÃ¨s Ã l'ensemble de la population. Plus particuliÃ¨rement, il convient de faire Ã©merger un nouveau modÃ¨le Ã©conomique plus pertinent et efficace sur la durÃ©e. L'UIE lance ainsi sans tarder deux propositions : d'une part, la revalorisation de la facture d'eau pour financer la rÃ©novation des infrastructures actuelles et leurs dÃ©penses d'exploitation, afin de revenir au modÃ¨le "l'eau paye l'eau" ; et, en parallÃ¨le, la crÃ©ation d'un fonds bleu dÃ©diÃ© aux investissements Ã rÃ©aliser pour s'adapter aux nouveaux enjeux (interconnexions, lutte contre les PFAS...) et dÃ©velopper les pratiques nouvelles pour assurer l'accÃ¨s Ã l'eau pour tous (recours aux eaux non conventionnelles...). Les pistes de financement de ce fonds bleu doivent rÃ©sulter d'une discussion collective et provenir de sources diverses (dotation de l'Ã‰tat, fonds europÃ©ens...)

"Ces Ã‰tats gÃ©nÃ©raux sont une proposition concrÃ¨te pour aboutir Ã une rÃ©forme structurelle de la gestion de l'eau que nous devons Ã©riger en grande cause nationale. Sans une ressource bien gÃ©rÃ©e, aucun dÃ©veloppement n'est possible. De fait, l'erreur serait d'organiser d'Ã©niÃ¨mes Assises de l'eau sans parler du vrai sujet qu'est son financement", estime Christophe Dingreville.

RÃ©cupÃ©ration de l'eau de pluie, REUT... des sujets sur lesquels avancer

Parmi les pratiques nouvelles, l'UIE salue l'ouverture rÃ©glementaire dont va pouvoir bÃ©nÃ©ficier la rÃ©cupÃ©ration de l'eau pluie. Cependant, la nouvelle rÃ©glementation EICH (Eaux impropres Ã la consommation humaine) impose un passage Ã l'acte. C'est pourquoi les Industriels franÃ§ais de l'eau de pluie (IFEP), syndicat membre de l'UIE, propose a minima que chaque nouvelle construction (notamment maison individuelle) soit Ã©quipÃ©e d'un rÃ©seau secondaire et sÃ©paratif pour permettre l'installation d'un Ã©quipement EICH a priori ou a posteriori.

L'autre solution Ã dÃ©velopper concerne l'usage de la rÃ©utilisation des eaux usÃ©es traitÃ©es (REUT). L'UIE regrette que le nombre de projets qui se concrÃ©tisent demeure trÃ¨s faible, notamment en raison de freins rÃ©glementaires persistants : moins de 1 % des eaux usÃ©es sont recyclÃ©es alors que l'objectif fixÃ© par le Plan eau est de 10 %. "La REUT doit Ãªtre massifiÃ©e en France, nos voisins italiens arrivent Ã 9 % et l'Espagne recycle 14 % de ses eaux usÃ©es. Les freins rÃ©glementaires et administratifs doivent absolument Ãªtre levÃ©s", insiste Christophe Dingreville.

Enfin, la nouvelle directive europÃ©enne concernant les eaux rÃ©siduaires urbaines constitue un grand dÃ©fi selon l'UIE. Avec des Ã©volutions significatives, notamment sur le traitement plus poussÃ© de l'azote, du phosphore et des micropolluants, les stations d'Ã©puration vont devoir se mettre progressivement en conformitÃ©. S'y ajoute l'impÃ©ratif de neutralitÃ© Ã©nergÃ©tique que cette nouvelle directive leur impose d'ici 2045. "Cela induit la traduction en droit franÃ§ais de cette nouvelle DERU, puis la question du financement par les collectivitÃ©s. L'eau est ainsi Ã la croisÃ©e des chemins et nous arrivons toujours Ã la mÃªme conclusion : le secteur de l'eau nÃ©cessite une rÃ©forme Ã©conomique durable pour financer notre patrimoine."Â â–„

Â

ResSources

La fÃ©dÃ©ration professionnelle UIE rÃ©unit huit syndicats de mÃ©tiers du petit cycle de l'eau, du forage au traitement collec et individuel des eaux usÃ©es, en passant par la production d'eau potable, la gestion des eaux de pluie et eaux pluviales, la fourniture d'Ã©quipements de transport et de stockage ou l'exÃ©cution de travaux de gÃ©nie civil du domaine de l'eau et de l'environnement.

Ã€ travers eux, elle reprÃ©sente 200 entreprises adhÃ©rentes, 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires dont 1 milliard Ã l'expor et 15 000 collaborateurs au service des gouvernements, des collectivitÃ©s locales, des industries, de l'agriculture et de l'habitat individuel.

UIE - Union des industries et entreprises de l'eauÂ

UIE - Ã‰tude "Patrimoine de l'eau : les chiffres de 2022"